Fondation Jean Jaurès

International

UN IMPÉRATIF URGENT : METTRE FIN À LA GUERRE DANS LA BANDE DE GAZA

Udi Dekel

07/07/2025

Israël doit tirer parti du changement radical qui s'est produit dans la région à la suite de la guerre contre l'Iran, faire preuve de courage politique et choisir de mettre fin à la guerre à Gaza au travers d'un processus responsable, selon Udi Dekel, directeur du programme de recherche « Conflict to Agreements » au sein de l'INSS[1] et ancien chef de l'équipe de négociation d'Ehud Olmert avec les Palestiniens pendant le processus d'Annapolis de 2007-2008.

Israël a atteint la plupart des objectifs militaires possibles dans la bande de Gaza. À partir de maintenant, poursuivre les combats signifierait stagner et s'enfoncer dans le bourbier gazaoui, ce qui entraînerait des coûts humains élevés sans bénéfice tangible en matière de sécurité, et pourrait même conduire à une occupation totale de la bande de Gaza. Le Hamas, en tant qu'armée terroriste, a été démantelé sur le champ de bataille : il a perdu la majeure partie de sa force, la quasi-totalité de son commandement a été éliminée, ses infrastructures militaires et civiles sont détruites, et ses capacités se limitent désormais à des actions terroristes et de guérilla sporadiques. En ce qui concerne la question des otages, une plaie béante au cœur du peuple israélien, rien n'a changé depuis le début de l'opération « Chariots de Gédéon » il y a deux mois. Il est donc préférable pour Israël de tirer parti de ses succès militaires, dans la bande de Gaza et encore plus contre l'Iran, comme levier pour une initiative politique qui conduira rapidement à la libération des otages et à la fin de la guerre.

La base d'une telle initiative politique existe déjà, sous la forme de la proposition mise sur la table par l'Égypte, et qui a obtenu le soutien des États arabes et musulmans. Cette proposition égyptienne contient les conditions de la fin totale de la guerre et le retrait progressif d'Israël de la bande de Gaza, en échange du retour des otages et de la mise en place de nouveaux arrangements gouvernementaux garantissant la fin du règne du Hamas. Elle prévoit également la reconstruction civile et économique de la bande de Gaza.

Parallèlement, Israël doit tirer parti du changement radical du paysage stratégique régional apparu à la suite des combats avec l'Iran :

- le Hamas a perdu le soutien de son sponsor iranien ;
- « l'axe de la résistance » dirigé par l'Iran a été considérablement affaibli ;
- le Hamas n'est plus considéré comme un membre éminent de cet axe. Il est pris au piège et dépendant de la clémence d'autrui, alors que les canaux de transfert d'argent et de contrebande d'armes vers la bande de Gaza se sont taris ;
- une alliance politico-sécuritaire forte entre les États-Unis et Israël a vu le jour, et même le Qatar aura du mal à la saboter;
- Le Caire, Riyad, Abu Dhabi, Amman et Doha craignent certes une hégémonie israélienne dans la région (surtout tant qu'un gouvernement d'extrême droite est au pouvoir), mais ils sont prêts à s'impliquer dans le bourbier gazaoui pour promouvoir la fin de la guerre et sont plus disposés qu'avant à proposer et à mettre en œuvre un mécanisme de démilitarisation de la bande de Gaza ;
- la population gazaouie est lasse de la guerre et des actions du Hamas, et ne craint plus autant les mécanismes de sécurité interne de l'organisation et ses unités « Saham » [chargées de maintenir le contrôle sur la population par la force] ;
- dans les faits, le Hamas se trouve à la croisée des chemins : il doit choisir soit la poursuite de sa « résistance » et de sa lutte armée – qui comporte un risque immédiat pour sa survie – soit l'abandon du pouvoir et la remise progressive de ses armes, une voie qui garantirait la survie du mouvement et permettrait la reconstruction de la bande de Gaza.

Dans ce contexte, Sami Abu Zuhri, haut responsable du Hamas, a déclaré après le cessez-le-feu entre Israël et l'Iran que le Hamas était prêt à libérer tous les « prisonniers » israéliens qu'il détient dans le cadre d'un accord global unique, à condition que des garanties internationales authentiques soient obtenues pour un cessez-le-feu global et la fin des combats dans la bande de Gaza. Le Hamas ne conditionne pas la libération des « prisonniers » à un accord politique à long terme ou à des avancées stratégiques ; il considère plutôt cette mesure comme un geste humanitaire, qui pourrait être mis en œuvre si les frappes israéliennes cessaient immédiatement et si la menace qui pèse actuellement sur la vie des civils dans la bande de Gaza était levée.

Pour Israël, cesser les combats maintenant et s'orienter vers un accord ne signifie pas « se soumettre aux conditions du Hamas », comme le prétendent ceux qui s'opposent, en Israël, à la fin de la guerre, mais plutôt faire un choix rationnel en faveur d'une option préférable. Le Hamas a été contraint de renoncer au pouvoir, et sa capacité à reconstruire sa force a été gravement compromise ; Israël dispose désormais des moyens nécessaires pour empêcher son réarmement et son renforcement, en bloquant la contrebande d'armes et les transferts financiers, et en utilisant son pouvoir coercitif et sa liberté d'action militaire pour contrecarrer toute menace terroriste ou toute tentative de reconstruction d'infrastructures terroristes dans la bande de Gaza. Il ne faut pas

évaluer la situation sur la base des déclarations de victoire du Hamas, mais sur celle de la situation sur le terrain : dans les faits, le Hamas n'est plus en position de force et a été contraint de renoncer à son emprise sur le gouvernement et à sa vision d'une libération immédiate de la Palestine, telle que ses dirigeants l'envisageaient avant le 7 octobre 2023.

Mettre fin à la guerre maintenant pourrait permettre à Israël d'obtenir des avancées supplémentaires significatives que la voie militaire seule ne peut promouvoir :

1. une chance de sauver les otages encore vivants : depuis le début de la guerre, le Hamas a déclaré à plusieurs reprises publiquement qu'il était prêt à libérer tous les otages israéliens si Israël cessait les combats et se retirait de la bande de Gaza. Israël n'a rien à perdre à mettre ces déclarations à l'épreuve. S'il accepte cette offre et que le Hamas libère effectivement tous les otages, vivants et décédés, Israël obtiendra le résultat le plus précieux et privera simultanément le Hamas de son principal moyen de pression. S'il s'avère que le Hamas ment ou est incapable de libérer tous les otages, Israël pourra reprendre les combats en toute légitimité. Pour le gouvernement israélien, qui s'est fixé (du moins officiellement) le retour des otages comme objectif suprême, il s'agit d'une mesure nécessaire pour respecter son engagement envers leurs familles et le peuple israélien ;
2. des conséquences positives pour la région : le monde arabe – en particulier des États clés tels que l'Arabie saoudite, l'Égypte, les Émirats arabes unis et la Jordanie – attend qu'Israël parvienne à un cessez-le-feu à Gaza afin de se mobiliser pour la reconstruction de la bande de Gaza et d'élargir et d'approfondir les accords d'Abraham. L'Arabie saoudite a explicitement indiqué qu'un rapprochement avec Israël (normalisation et relations officielles) ne serait possible qu'après la fin de la guerre à Gaza et la définition d'une voie vers la résolution du conflit israélo-palestinien. Les États arabes modérés sont prêts à investir des ressources financières et politiques dans la reconstruction de Gaza et à participer à une force multinationale chargée de stabiliser la zone, puis à reprendre le chemin de la normalisation et de l'établissement de relations stratégiques avec Israël ;
3. continuer à piétiner mène au chaos et à l'occupation de la bande de Gaza : si Israël se retrouve à occuper totalement la bande de Gaza (même si cela n'est pas officiellement déclaré), aucun pays arabe ne fournira d'aide à Israël ou à la population de Gaza, et la communauté internationale non plus. Israël assumera l'entière responsabilité du problème de Gaza sous tous ses aspects, y compris la reconstruction et la prise en charge des besoins d'environ deux millions de résidents, pour un coût annuel de dizaines de milliards de shekels. Dans ce contexte, les critiques internationales à l'encontre d'Israël ne peuvent que s'intensifier ;
4. la situation interne en Israël est telle que la guerre prolongée, lourde en victimes, aggrave les

fractures sociales israéliennes. Elle nuit à l'économie, et détourne l'attention de la nécessité de reconstruire les institutions politiques formelles et informelles du pays. L'arrêt de la guerre et la libération des otages pourraient stabiliser la situation interne, permettre la reprise économique, remettre Tsahal en état d'opérer dans d'autres zones de conflit et se concentrer sur les menaces stratégiques (maintenir la dissuasion contre le Hezbollah, empêcher le renouvellement du projet nucléaire iranien, contrebalancer la domination turque en Syrie et lutter contre le terrorisme en Cisjordanie). Tant qu'Israël s'enlisera dans la bande de Gaza, des ressources précieuses y seront détournées au détriment de la préparation aux défis futurs.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

Les mécanismes pour mettre fin à la guerre

Nous assistons à une évolution spectaculaire de l'équilibre des forces dans la région. La dissuasion israélienne est rétablie, le président américain affiche sa motivation à mettre fin à la guerre, les groupes soutenus par l'Iran sont affaiblis, le Hamas est amoindri, isolé et dépendant de la clémence des pays médiateurs, les États arabes sont prêts à s'engager et aider à stabiliser la bande de Gaza et établir une administration technocratique pour prendre les rênes du pouvoir des mains du Hamas : une fenêtre d'opportunité s'est ouverte pour mettre fin à la guerre qu'il a déclenchée le 7-Octobre.

Les étapes proposées pour mettre fin à la guerre et arriver à un règlement de la situation à Gaza sont les suivantes :

1. engagement d'Israël à mettre fin à la guerre sous la garantie des États-Unis, en échange de la libération de tous les otages vivants en une seule phase ;
2. les dirigeants du Hamas – militaires et civils – seront autorisés à se rendre dans un pays tiers et leur sûreté personnelle sera assurée ;
3. une administration technocratique sera mise en place pour gouverner la bande de Gaza à la place du Hamas, en coordination avec l'Autorité palestinienne, avec l'aide et le soutien des

États arabes modérés ;

4. Israël ne retirera ses forces de la bande de Gaza que lorsque le Hamas aura été chassé du pouvoir et qu'une barrière physique efficace aura été mise en place pour empêcher la contrebande entre la péninsule du Sinaï et la bande de Gaza ;
5. après le retrait des soldats israéliens, une force de police palestinienne liée à l'Autorité palestinienne sera déployée dans la bande de Gaza, aux côtés d'une force multinationale arabe qui aidera à stabiliser la zone, à rétablir l'ordre public et à sécuriser l'aide humanitaire et sa distribution à la population ;
6. la mise en œuvre du plan de l'Égypte pour la reconstruction de la bande de Gaza sera conditionnée par l'établissement d'un mécanisme de démilitarisation efficace. La démilitarisation se fera par le biais d'une force multinationale arabe chargée de sa supervision et de son application.

Le succès de ce processus dépendra de la réalisation de plusieurs conditions cumulatives :

- l'implication active des États-Unis et de l'Égypte, et l'absence de d'interférence de la part du Qatar dans le canal de médiation ;
- la préservation de la liberté d'action militaire d'Israël et de son droit à appliquer des mesures visant à contrecarrer les menaces et à empêcher le renouvellement de l'infrastructure terroriste du Hamas ;
- le déploiement d'une force opérationnelle multinationale arabe solide et efficace pour démanteler l'armement du Hamas et bloquer son réarmement ;
- la supervision de l'aide humanitaire et des efforts de reconstruction, pour s'assurer que les matériaux destinés à l'infrastructure civile ne soient pas détournés par le Hamas.

Le moment est venu de présenter au Hamas une nouvelle équation de survie. Une équation qui lui montre clairement que sa survie dépend de son identité en tant que mouvement religieux populaire plutôt qu'en tant que bras militaro-terroriste de « l'axe de la résistance ». En d'autres termes, il faut convaincre les dirigeants du Hamas, en particulier ceux installés au Qatar, que la voie de la préservation du mouvement et de sa survie ne passe pas par la poursuite de la guerre, mais par le renoncement aux otages, au pouvoir et aux armes. À cette fin, les États arabes sunnites peuvent offrir des incitations au Hamas : des garanties de sécurité pour ses dirigeants et de ses agents qui seront exilés de la bande de Gaza, des solutions d'emploi à Gaza pour les membres du Hamas de rang moyen et subalterne qui rendront leurs armes, et la permission de mener des activités politiques et sociales au niveau local, à condition qu'il soit mis fin immédiatement à l'incitation radicale à la haine, au terrorisme et à la violence.

Tendances futures après la fin de la guerre

La situation qui émergera à la fin de la guerre se caractérisera par plusieurs éléments :

- **droit de reprendre le combat** : le droit d'Israël d'agir militairement sera reconnu si le Hamas viole l'accord et commence à reconstituer sa force militaire. Après la restitution des otages, Tsahal sera libre d'opérer à haute intensité dans toute la bande de Gaza, sans être gêné par les contraintes actuelles liées au sort des otages ;
- **aspect humanitaire** : la fin de la guerre atténuera considérablement la crise humanitaire dans la bande de Gaza. L'acheminement et la distribution de l'aide à la population seront facilités, et des victimes supplémentaires seront évitées – environ 55 000 Palestiniens ont été tués au cours de la guerre, dont plus de la moitié n'étaient pas des militants du Hamas ou des terroristes ;
- **légitimité** : Israël, qui a bénéficié d'une légitimité totale dans sa guerre contre l'Iran mais d'aucune légitimité dans la guerre à Gaza, sera perçu comme ayant fait preuve de responsabilité et ayant répondu aux appels à mettre fin à la guerre. Cela pourrait atténuer les critiques à son encontre, et restaurer une forme de sympathie et de confiance à son égard ;
- **extension des accords d'Abraham** : le processus de normalisation entre Israël et l'Arabie saoudite s'est arrêté en raison de la guerre, et les relations avec les États en paix avec Israël et avec les pays signataires des accords d'Abraham ont été gelées. Une réponse positive à leur appel à mettre fin à la guerre relancerait la dynamique de ces relations, et permettrait une reprise rapide des pourparlers en vue d'établir des relations officielles entre Israël et l'Arabie saoudite et une extension des accords d'Abraham. Des progrès dans ce sens renforceraient l'intégration régionale du bloc des États modérés contre l'Iran et ses proxies.

La poursuite de la guerre à Gaza signifie l'hémorragie continue d'Israël sans objectif clair, ainsi que l'enlisement dans un bourbier qui affaiblit Tsahal, érode la résilience nationale et exacerbe la crise humanitaire et le chaos dans la bande de Gaza. Elle bloque également la possibilité de tirer parti des gains obtenus par Israël dans la campagne contre l'Iran pour étendre les accords d'Abraham et former une coalition régionale dirigée par les États-Unis, avec la participation d'États arabes modérés et d'Israël. En d'autres termes, ne pas saisir l'occasion de mettre fin à la guerre et de libérer les otages est la pire alternative possible. Mettre fin à la guerre à Gaza est donc un impératif urgent.

1. L'INSS est le principal think tank dédié aux questions diplomatiques, stratégiques et militaires d'Israël. Dans le cadre d'un partenariat avec la Fondation Jean-Jaurès, ses notes sont régulièrement traduites et publiées sur notre site afin d'éclairer nos lecteurs sur l'état des réflexions en cours à Jérusalem.